

Grande-Bretagne/ Attentat

Vingt-deux blessés dans le métro londonien

AFP  
Londres/ Grande-Bretagne

**VINGT-deux** personnes ont été blessées vendredi matin à la suite d'un attentat dans une station du métro londonien commis au moyen d'un engin explosif artisanal qui a provoqué une "boule de feu" dans la rame à l'heure de pointe.

L'attentat - le cinquième en six mois en Grande-Bretagne - s'est produit vers 08H20 (07H20 GMT) dans la station de Parsons Green, située dans un quartier aisé du sud-ouest de la capitale.

"Il y a eu une explosion", a dit lors d'une déclaration à la presse le commandant de l'unité antiterroriste de la police londonienne, Mark Rowley. "Nous considérons qu'il s'agit de la détonation d'un engin explosif artisanal improvisé", a-t-il ajouté, après qu'un autre responsable de l'anti-terrorisme, Neil Basu, a évoqué un acte "terroriste".

Les services de santé ont indiqué que 22 blessés, dont aucun grièvement, étaient traités à l'hôpital, "la plupart" pour des brûlures selon M. Rowley.

L'attentat, non revendiqué à ce stade, intervient dans un contexte de menace terroriste au Royaume-Uni après une vague d'attaques



Photo : D.R

Les secours n'ont pas tardé à réagir.

revendiquées par le groupe jihadiste État islamique ces derniers mois dans le pays. Peu après l'attentat, de nombreux témoignages ont commencé à affluer, décrivant l'explosion, mais aussi des scènes de panique.

"Il y a eu un énorme bang", a indiqué à l'AFP, près de la station, Charlie Craven qui se rendait au métro pour aller travailler au moment de l'attentat. "On prend le métro tous les matins (...) On n'aurait jamais pensé que ça arriverait ici".

Peter Crowley, a dit avoir vu "une boule de feu" et a posté sur son compte Twitter des photos montrant son front brûlé.

•PANIQUE

Des photos diffusées sur Twitter montraient ce qui pourrait être l'engin explosif artisanal: un seau blanc en train de brûler dans un

sac en plastique de supermarché à l'intérieur d'une rame de métro, à proximité des portes automatiques, et dont sortaient des fils électriques.

Louis Hather, 21 ans, qui se rendait à son travail et se trouvait dans la rame, a décrit à l'AFP "des gens criaient et se précipitaient dans les escaliers". Blessé à la jambe dans la bousculade, il a réussi à sortir dans la rue où "des gens pleuraient. Ça sentait le plastique brûlé", a-t-il raconté, très choqué, décrivant aussi "une femme amenée sur un brancard dans une ambulance avec des brûlures sur tout le corps".

Les environs de la station ont été bouclés par la police, qui a dressé un cordon de sécurité et posté des hommes équipés de fusils d'assaut. Les services d'ambulance et les pom-

piers se trouvaient également sur place, avec du personnel entraîné à intervenir dans des conditions dangereuses.

Sur place, des habitants qui ne pouvaient pas rentrer chez eux étaient assis sur le trottoir et tentaient de glaner des informations sur leurs téléphones, tandis que les commerces aux alentours leurs offraient du thé ou du café.

Tenue informée de l'évolution de la situation, la Première ministre Theresa May a adressé "ses pensées" aux blessés et devait présider une réunion d'urgence dans l'après-midi.

•INDIVIDUS IGNOBLES

Le maire de Londres Sadiq Khan a condamné les "individus ignobles qui tentent d'utiliser le terrorisme pour nous toucher et détruire notre mode de vie", assurant: "mais nous ne nous laisserons jamais intimider

ni battre par le terrorisme".

Le président américain Donald Trump a, lui, dénoncé des terroristes "ratés", affirmant qu'ils avaient été repérés par Scotland Yard avant l'attaque. "Autre attaque à Londres par un terroriste raté. Ce sont des gens malades et déments qui étaient dans la ligne de mire de Scotland Yard. Il faut être proactif!", a-t-il twitté.

L'attaque intervient après une série d'attentats au Royaume-Uni, la plupart revendiqués par le groupe État islamique.

En mars à Londres, un assaillant avait utilisé un véhicule pour percuter des passants sur le pont de Westminster avant de poignarder un policier, faisant 5 morts.

En mai, un kamikaze s'était fait exploser avec une bombe artisanale à la sortie d'un concert d'Ariana Grande à Manchester (nord), faisant 22 morts.

En juin, des assaillants à bord d'une camionnette avaient foncé contre des passants sur le London Bridge avant d'en poignarder plusieurs, faisant 8 morts.

Un autre attentat avait visé des fidèles près de la mosquée londonienne de Finsbury Park en juin, perpétré par un homme qui avait foncé contre la foule, faisant une dizaine de blessés et un mort.

L'Afrique en bref

• Nigeria/ Conflit  
La milice anti-Boko Haram s'engage à ne plus utiliser d'enfants

La milice qui lutte contre le groupe jihadiste Boko Haram aux côtés de l'armée dans le nord-est du Nigeria, s'est engagée à ne plus recruter ni utiliser d'enfants, ont annoncé vendredi les Nations unies.

• Togo/ Parlement  
Début d'examen de la réforme constitutionnelle

La Commission des lois de l'Assemblée nationale togolaise a commencé vendredi à examiner le projet de réforme constitutionnelle censé introduire la limitation des mandats présidentiels réclamée par l'opposition, après des mouvements populaires massifs contre le régime du président Faure Gnassingbé.

• Kenya/ Élections  
Un audit montre que le système électronique n'a pas été "piraté"

Un audit du système électronique utilisé pour compter les votes lors du scrutin présidentiel kényan invalidé a prouvé qu'aucune donnée n'a été manipulée ou piratée, a déclaré à l'AFP l'entreprise française OT Morpho, qui avait fourni à la commission électorale kényane le système de transmission des résultats.

A travers le monde

•Afghanistan/ Attentat  
Un kamikaze attaque un convoi militaire étranger

Un kamikaze au volant d'une voiture piégée a foncé vendredi sur un convoi de forces étrangères, faisant plusieurs blessés, dans le sud de l'Afghanistan, selon des sources concordantes.

•Pakistan/ Jihadisme  
Une frappe de drone américain tue 3 rebelles

Un drone américain a tué trois insurgés présumés dans une frappe vendredi contre un complexe situé dans une zone tribale du Pakistan, selon des responsables locaux.

• France/ Terrorisme  
Nouvelle attaque contre un militaire à Paris, aucun blessé



L'opération militaire Sentinelle, mise en place après les attentats de janvier 2015 en France, a une nouvelle fois été la cible d'une attaque vendredi : un homme armé d'un couteau a agressé un soldat en plein centre-ville de Paris, sans faire de blessé.

Photo : AFP

Centrafrique/ Politique

Retour surprise des groupes armés au gouvernement

AFP  
Bangui/ Centrafrique

**GROUPES** armés, le retour : le remaniement ministériel annoncé mardi en Centrafrique par le président Faustin-Archange Touadéra surprend avec l'entrée au gouvernement de proches de milices, au nom de la sacro-sainte "réconciliation nationale", alors que ces mêmes groupes sèment la violence dans l'intérieur du pays.

La Centrafrique est majoritairement sous la coupe de groupes armés, jusque-là absents du gouvernement du président Touadéra, élu en 2016 sous l'égide de la France et des Nations unies. Plusieurs fois, Faustin-Archange Touadéra a martelé que la justice sera "implacable" envers les responsables d'exactions.

Mais parmi les 34 ministres qu'il a nommés dans le deuxième gouvernement de son quinquennat (contre 23 auparavant), plusieurs sont des représentants de ces mêmes

groupes armés, qui se battent pour le contrôle des ressources naturelles. Selon un décompte de l'ONG Acléd, leurs violences ont fait, à la date du 5 août, 1.145 morts depuis début 2017, souvent des civils.

Le gouvernement centrafricain met en avant sa volonté de réconciliation. "Pour moi ce sont des Centrafricains", désamorce le chef reconduit du nouveau gouvernement, Mathieu Simplice Sarandji, interrogé par l'AFP.

Parmi ces ministres, figurent des représentants de milices ex-Séléka, comme Lambert Mokove Lissane, ex-porte parole du FPRC (Eaux et Forêts), ainsi que le chef de file du RPRC et neveu de l'ancien président Michel Djotodia, Gontran Djono Ahaba (Énergie).

Le président Touadéra n'a pas oublié les anti-Balaka, présents au gouvernement avec Jean-Alexandre Dedet, proche de la tendance Mokom, nommé au Secrétariat du gouvernement, et Jacob Mokpem Bionli,

promu ministre de la Culture et du Tourisme.

"C'est une main tendue du pouvoir aux groupes armés, et particulièrement au FPRC", explique à l'AFP un membre éminent du nouveau gouvernement, sous couvert d'anonymat.

"Le pouvoir, selon la même source, a fait valoir le DDR (ndlr: Désarmement, Démobilisation, Réinsertion) comme la seule et unique issue possible au conflit, mais ca n'a jamais donné grand chose".

•ÉQUILIBRE GÉOPOLITIQUE

Pour justifier l'inclusion de groupes armés au gouvernement, le Premier ministre déclare à l'AFP avoir "tenu compte de l'équilibre géopolitique" en Centrafrique, où le gouvernement central peine à établir son autorité au delà des portes de Bangui, malgré une présence de 12.500 Casques bleus. Les groupes armés "sont des compatriotes" qui représentent "une région", a argumenté M. Sarandji.

Ces nominations "envoient un message dangereux: les stratégies violentes sont ré-

compensées, ce qui risque d'alimenter de nouvelles vagues meurtrières", estime Nathalia Dukhan, spécialiste de la Centrafrique au sein du think-thank Enough Project.

"Le fait qu'ils représentent des groupes armés ne veut pas dire grand chose", tempère la chercheuse indépendante Enrica Picco, qui souligne l'opportunité des "hommes politiques centrafricains", parmi "les plus caméléons au monde".

La Centrafrique a basculé dans le chaos en 2013 avec le renversement de l'ancien président François Bozizé par les ex-Sélékas prétendant défendre la minorité musulmane, et qui ont porté Michel Djotodia à la présidence.

Ce coup de force a entraîné une contre-offensive des anti-Balakas majoritairement chrétiens.

A la démission de Djotodia pour laisser place en 2014 à un gouvernement de transition, plusieurs chefs de file de l'ex-Séléka ont rejoint des groupes armés, comme Nourredine Adam